

Déclaration liminaire de l' UNSA éducation

CDEN DU 11 octobre 2018



Madame la Préfète, Madame l'Inspectrice d'Académie, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Avant de dresser le bilan de cette rentrée 2018, le Se Unsa 77 voudrait se rappeler une dernière fois l'été passé. S'il a été marqué par la sécheresse, on ne pourra pas blâmer la rue de Grenelle. En effet, jamais les grandes vacances n'auront vu pleuvoir autant d'annonces ministérielles. Un plan de communication savamment étudié pour occuper le terrain médiatique, désert en juillet et août, qu'aura à peine contrarié la victoire des bleus. Leur parcours victorieux aura retardé l'acte de décès de la soi-disant école de la confiance, de la bienveillance et de la valorisation des personnels.

Où est le respect pour le monde enseignant quand les médias ont la primeur des nouveautés qui l'attendent ? Quand les programmes sont modifiés le 26 juillet ? Quand les vieilles rengaines des nostalgiques du « c'était mieux avant » - sans portable mais avec le redoublement, l'uniforme et les choristes - tiennent lieu de cadre moral pour l'école républicaine ? De vieilles recettes d'un supposé âge d'or largement fantasmé ou de fausses nouveautés, c'est ça le nouveau monde ?

Mais parlons plutôt de l'année scolaire nouvelle. Trop d'écoles ont dû trembler en attendant les mesures de carte scolaire. Une semaine perdue à se demander si on va appliquer le plan A ou le plan B, conçus en juin, une rentrée gâchée parce que l'ouverture espérée n'a pas eu lieu ou parce que la fermeture qu'on n'attendait pas force l'équipe à tout chambouler en deux jours et un collègue à faire ses cartons parfois à peine posés.

Si le SE Unsa n'a pas changé d'avis, jugeant le travail de carte scolaire honnête, nous regrettons néanmoins que notre département soit obligé de gérer la pénurie issue d'une dotation insuffisante. Bonne idée sur le papier que de dédoubler les classes dans les zones difficiles. Mais à moyens constants, c'est condamner les maternelles, les classes rurales ou les zones grises, pas reluisantes mais pas assez défavorisées, à des effectifs lourds peu propices aux apprentissages, et les PMQC à la mort.

Au passage, vous évoquerez probablement dans votre bilan le remplacement et son taux d'efficacité. Dans le nouveau monde, il n'y a plus de ZIL. Pourtant cette statistique eût crevé le plafond avec des remplaçants connaissant leurs écoles, connus des équipes et parfois des enfants et gérés au plus près du territoire. Surtout avec le nombre actuel de BD, abondé tous les ans !

Cependant, le vrai scandale de cette rentrée demeure les évaluations nationales. Un triple scandale, sur le fond d'abord.

Leurs exercices artificiels ne pourront pas réellement servir à une quelconque remédiation, surtout le 12 octobre et sans correction, ni à un pilotage efficace de la classe.

Sur la forme ensuite ; trop d'items, trop longs, trop obscurs et mal présentés pour les élèves, pas vraiment mis dans les meilleures conditions de réussite. Les premières remontées sont parvenues à nos collègues et c'en serait presque risible : même les petits pioupious des écoles de centre-ville devraient relever de la REP si l'on s'en tient aux résultats.

La remontée enfin et justement, avec un serveur sous-dimensionné qui n'a de cesse de planter, multipliant les heures de travail pour les collègues. Lorsque nous avons sollicité le ministre à ce sujet, il a accordé cinq heures aux enseignants à prendre sur les APC. Il aurait pu doubler cette dotation tardive...

ce qui nous gêne le plus, c'est qu'on retire du temps aux élèves en difficulté. Il y avait moyen de trouver dans les 108 heures, d'autres ressources à ponctionner. C'est justement avec ce sujet des APC que nous voudrions clore notre intervention sur le premier degré. Ces activités que le ministre voit comme une variable d'ajustement ont pourtant fait l'objet d'injonctions de sa part, sans cadre réglementaire par ailleurs. Le Se Unsa, souhaite les faire sortir des obligations de service, les rendant facultatives tout en dégageant du temps en commun pour les équipes.

En ce qui concerne le second degré, les effectifs d'élèves prévus son bel et bien présents.

Ainsi dans de nombreux collèges leur nombre a fait exploser les moyennes. Le vœu pieux des collèges 600 n'a pas résisté à l'augmentation démographique. Alors le département fait du bricolage...pardon de nombreuses re-sectorisations. Si les solutions proposées permettent d'envisager des conditions d'apprentissage assez satisfaisantes dans les années à venir pour nos collégiens, nous ne pouvons pas nous féliciter de l'ensemble des dispositifs envisagés. Parfois ils nécessitent un transport scolaire supplémentaire comme pour les élèves de Dampmart.

Dans d'autres secteurs comme à Ponthierry ou Vert St Denis , ce sont des structures dépassant les 800 élèves qui vont devoir absorber l'augmentation de la population.

Sans compter les aléas des malfaçons bâtementaires qui nécessitent l'utilisation de préfabriqués déjà bien usés comme à Magny-le-Hongre ... enfin Bussy-Saint-Georges...ou inversement..

Tout ceci en se passant de nombreux surveillants qui, par le biais d'un élagage des contrats aidés, ont dû chercher un autre moyen de subsistance.

Nous ajouterons aussi que le nombre d'heures de cours non assurées, annoncé par la FCPE, est un motif supplémentaire d'inquiétude.

L'éducation ne souffre pas d'économies budgétaires. Il faut construire des collèges là où la nécessité le dicte. Il faut recruter des enseignants supplémentaires afin que le second degré soit doté de remplaçants prêts à intervenir comme c'est le cas dans le premier degré. Chaque absence prévue doit être remplacée. L'argent public largement distribué aux établissements privés doit être réinvesti dans l'école Publique.

C'est a ce prix que l'école de la République deviendra l'école de la réussite.